LES ÉTATS GÉNÉRAUX

SOIS JEUNE ET TAIS-TOI ?!

MAI 2025

CONSULTATION : LES JEUNES FACE À LA DÉMOCRATIE ET L'ENGAGEMENT EN FRANCE

DOSSIER DE PRESSE

presse@fage.org
06 75 33 79 30
www.fage.org
79 rue Périer - 92120 MONTROUGE

FAGE
LES ASSOS ÉTUDIANTES

SOMMAIRE

Avant-propos 3

Présentation des États Généraux 5

Profil des répondantEs 6

Des difficultés d'accès à l'information 8

Des institutions éloignées des jeunes 14

Créer un parcours d'engagement citoyen 18

Redonner espoir à la jeunesse 23

Qu'est-ce que la FAGE ? 24

84%

des jeunes ne se considèrent pas optimistes quant à l'avenir de la société.

AVANT-PROPOS

La démocratie traverse une crise profonde en France, marquée par une perte de confiance envers les institutions, une participation électorale en berne et un sentiment de distance avec les institutions politiques croissant, notamment chez les jeunes. Aux élections législatives de 2024, ce sont près de 49 % des jeunes de 18 à 24 ans qui ne se sont pas renduEs dans les urnes (IPSOS, 2024).

Dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche (ESR), cette crise se traduit d'ailleurs par une faible participation aux élections étudiantes ainsi qu'une méconnaissance des instances de gouvernance. Ces phénomènes doivent amener à questionner les systèmes démocratiques actuels, aussi bien dans la société que dans le monde étudiant. Alors que ces Etats Généraux montrent que 84% des jeunes ne sont pas optimistes quant à l'avenir de la société, il est temps de construire des leviers d'action adaptés à leurs besoins.

Face à cette situation, la FAGE alerte : les jeunes ne sont pas désengagéEs, mais les jeunes ne se retrouvent pas dans les espaces d'expression et de décision. Leur engagement existe et prend de nouvelles formes, souvent en dehors des cadres institutionnels. Pour y répondre, il faut repenser les politiques publiques et abandonner des dispositifs comme le Service National Universel (SNU), inadapté aux enjeux actuels. La création d'un véritable parcours d'engagement citoyen construit avec et pour les jeunes correspond par exemple bien plus aux besoins des jeunesses actuelles.

Le projet « Sois jeune et tais-toi ?! » de la FAGE vise à apporter un nouvel espace d'expression aux jeunes sur leur vision de la société au sens large. Pensé comme un espace de formation, de débat, de co-construction et portage de revendications, il permet d'interpeller les jeunes et les décideurs politiques sur la place des jeunes dans la démocratie. En 2024-2025, le projet prend de l'ampleur avec des États Généraux sur la démocratie et l'engagement des jeunes, sous la forme d'une consultation nationale, de stands d'information et d'échange directement auprès des jeunes, et le lancement du Festival ECHO le 7 mai 2025 sur la place de la Bastille, temps fort dédié à l'expression, au débat et à l'action.

À travers cette restitution des États Généraux de la démocratie et de l'engagement des jeunes, la FAGE livre un constat sans appel établi par près de 3000 jeunes de 16 à 30 ans, mais aussi des pistes d'action concrètes pour remettre la participation citoyenne des jeunes au cœur d'un système démocratique repensé et renforcé.

AVANT-PROPOS

3 ANS APRÈS LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES, QUEL BILAN ?

Il y a 3 ans, la FAGE réalisait une enquête avec l'IPSOS en amont des élections présidentielles, révélant :

- Un véritable décalage entre les priorités mises en avant dans le débat public et les priorités des millions de jeunes pour ces élections : c'est en effet plus d'1 jeune sur 2 qui pensait que ses préoccupations n'étaient pas prises en compte dans les débats de la campagne électorale ;
- Une méfiance forte de 71% des jeunes envers les médias ;
- Une méfiance de la jeunesse envers les partis politiques pour 78% d'entre elles et eux, en l'absence de mesures fortes et structurelles prises par le gouvernement pour lutter contre ces dernières.

Le dossier de restitution de l'enquête se concluait par ces mots, qui résonnent aujourd'hui dans les objectifs de ces États Généraux :

" Les jeunes sauront se mobiliser afin de faire entendre leurs voix, valoir leurs droits, et construire la société de demain. Il est assuré que les jeunes sont engagéEs, et bien que cet engagement ne soit pas toujours exprimé par le vote, la jeunesse reste une population prête à s'investir à ceci près qu'ils puissent peser, comme les autres couches de la population, dans le débat démocratique. L'avenir du pays n'attends plus que la considération pour passer à l'acte. "

3 ans après les dernières élections présidentielles, il est ainsi pertinent de se questionner sur les modes d'engagement actuels des jeunes, et de donner la parole à la jeunesse quant aux enjeux de participation citoyenne.

D'APRÈS L'ENQUÊTE DE 2022, PLUS DE

50%

des jeunes trouvent que leurs préoccupations n'étaient pas prises en compte dans les débats de la campagne présidentielle.

D'APRÈS L'ENQUÊTE DE 2022,

78%

des jeunes ressentent de la méfiance envers les partis politiques.

PRÉSENTATION DES ÉTATS GÉNÉRAUX

Nombreux sont les signes, au-delà de l'abstention, qui montrent que les jeunes semblent ne plus se reconnaître dans un modèle démocratique qui s'essouffle. En parallèle, les associations et syndicats sont de moins en moins écoutés par les instances décisionnaires. Et alors que la plupart des jeunes s'informent sur les réseaux sociaux, dans un monde en ligne qui tend à polariser les idées, que faire de ces nouveaux outils, et comment penser l'usage de la démocratie en ligne ? À travers le projet "Sois jeune et tais-toi ?! : Etats généraux sur la démocratie et l'engagement des jeunes" ouvert aux jeunes de 16 à 30 ans, l'objectif est de construire des réponses afin de permettre à chacunE de pouvoir participer dans une démocratie revitalisée.

LES ATELIERS

Depuis octobre 2024, le réseau de la FAGE a déployé des stands et ateliers sur les campus et au plus près des jeunes. L'objectif de ces animations est de recueillir leur parole, sensibiliser aux enjeux démocratiques, et valoriser les différentes formes d'engagement. Ces stands étaient aussi un moment privilégié pour réaliser de la sensibilisation à l'information et aux médias.

LA CONSULTATION

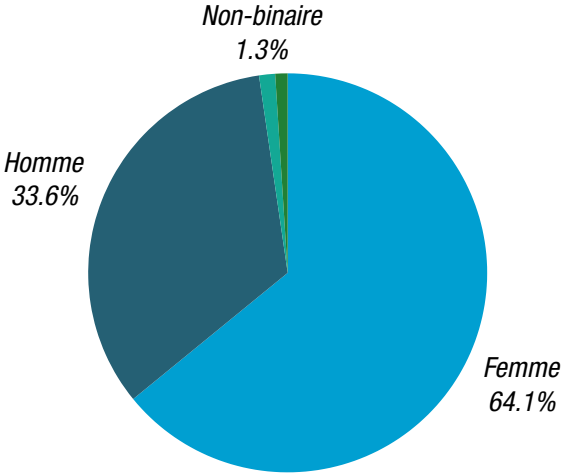
Lancée à l'échelle nationale, la consultation « Sois jeune et tais-toi?! » a permis de recueillir près de 3000 réponses de jeunes sur leur rapport à la participation citoyenne, à l'engagement et aux institutions démocratiques. Ce travail de terrain met en lumière des constats clairs : un sentiment de distance avec les institutions, une volonté d'agir, mais aussi des obstacles structurels qui freinent la participation citoyenne. Les résultats de cette consultation nourrissent les propositions portées par la FAGE dans ce dossier.

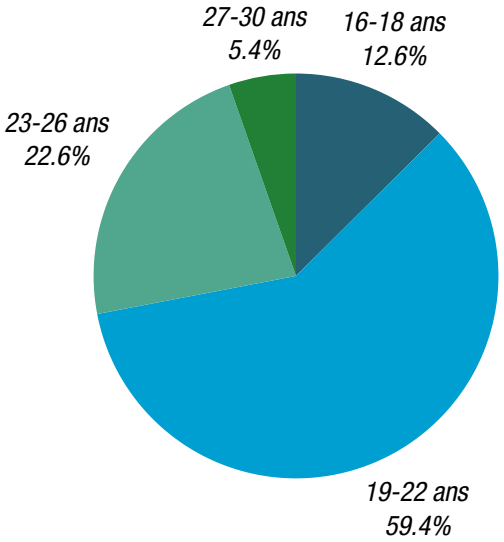
LE FESTIVAL ECHO

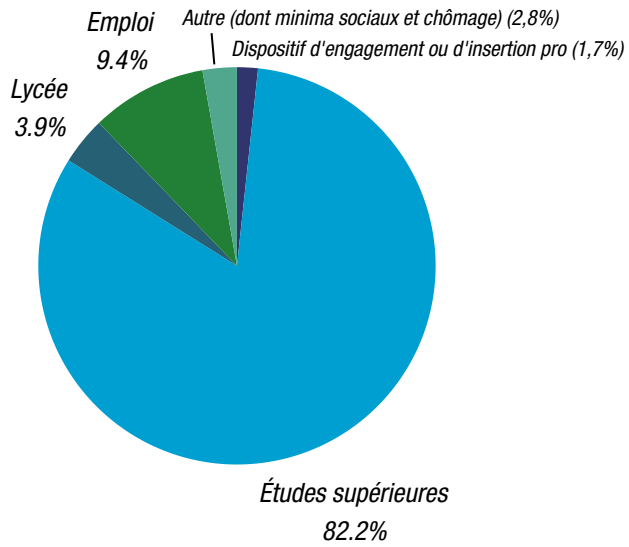
Le Festival ECHO est un événement inédit porté par la FAGE et les fédérations étudiantes franciliennes, pensé comme un espace d'expression, de débat et de création autour de la démocratie et de l'engagement des jeunes. Organisé le 7 mai 2025, il rassemble ateliers participatifs, performances artistiques et village associatif en plein cœur de la capitale.

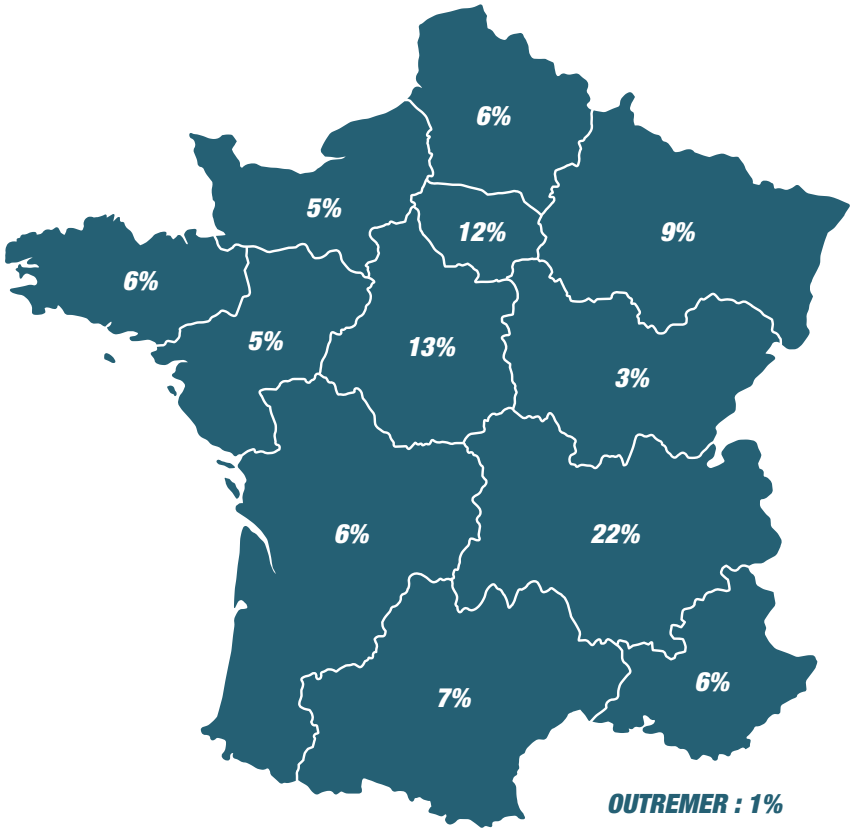
PROFIL DES RÉPONDANT•ES

2945 JEUNES







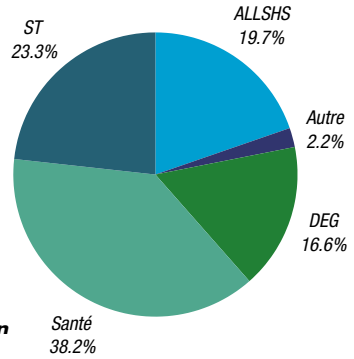


2421 ÉTUDIANT•ES

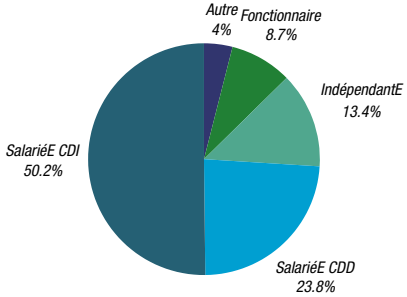
69,4% ont voté aux dernières élections étudiantes.
24,6% ont déjà été candidatEs ou éluEs dans leur établissement.

ST = Sciences et Technologies / DEG = Droit, Économie et Gestion
ALLSHS = Arts, Lettres, Langues et Sciences Humaines et Sociales

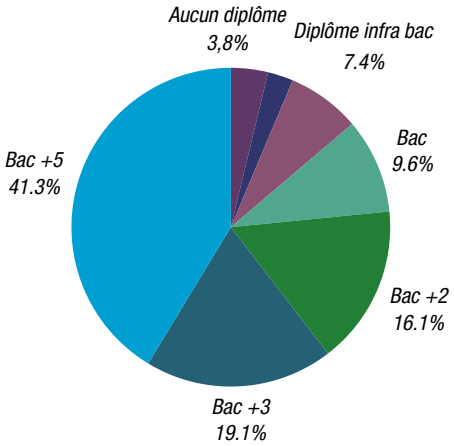
92% **des étudiantEs connaissent au moins une association représentative étudiante dans leur établissement.**

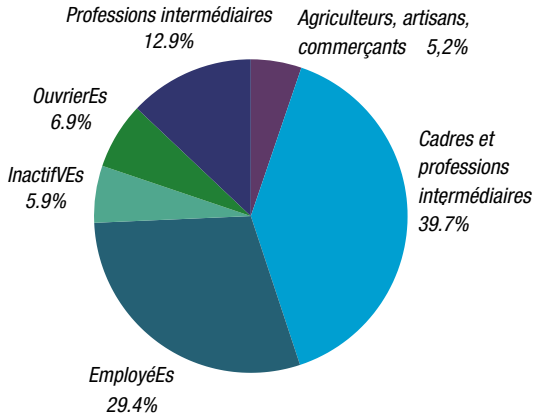


277 JEUNES EN EMPLOI



PROFIL DES RÉPONDANT•ES

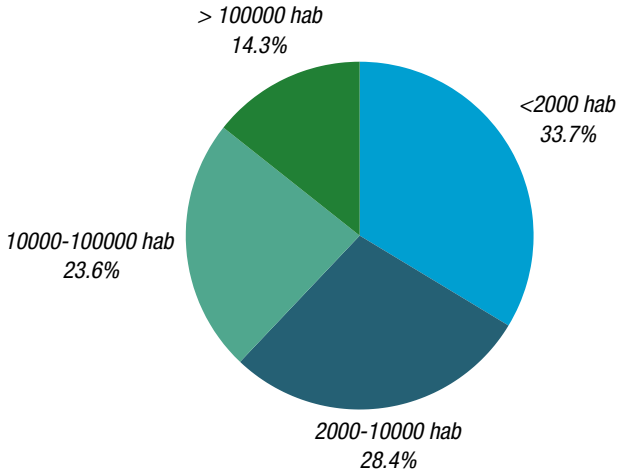




Statut socio-professionnel des parents des jeunes
Diplôme le plus élevé (gauche) / Profession des parents (droite)

4,6/10 **Auto-évaluation de la fréquence des discussions politiques auxquelles les jeunes ont assisté durant leur enfance ou leur adolescence.**

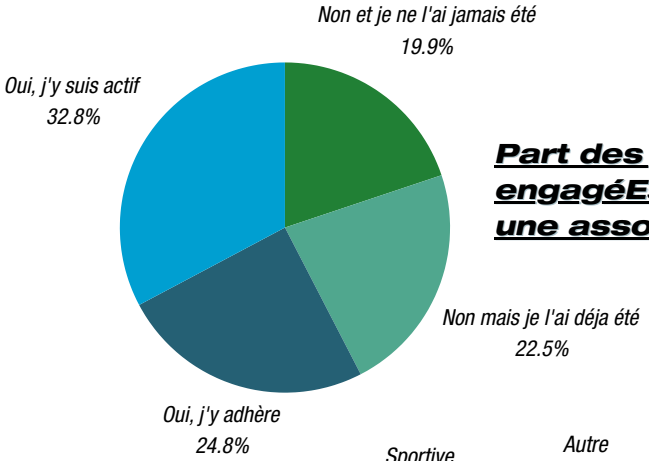
Taille de la ville dans laquelle les jeunes ont passé la majorité de leur enfance et leur adolescence



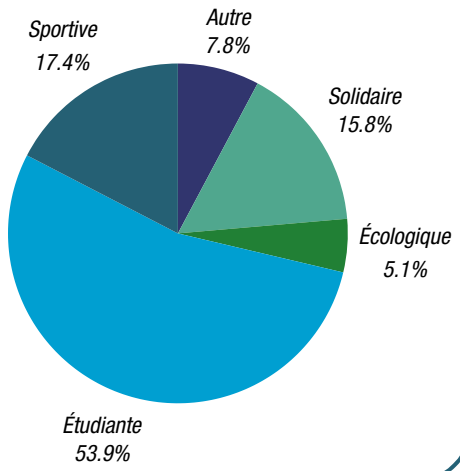
UN ÉCHANTILLON AVEC BEAUCOUP DE JEUNES ENGAGÉ•ES

5,8/10 **Auto-évaluation de l'engagement des jeunes au sein de cette consultation.**

Part des jeunes engagéEs dans une association



Types d'associations dans lesquelles les jeunes sont engagéEs



83%
des jeunes de l'échantillon ont voté aux élections législatives de 2024.

DES DIFFICULTÉS D'ACCÈS À L'INFORMATION

Une jeunesse très informée, principalement sur les réseaux sociaux

87% ***des jeunes s'informent plusieurs fois par semaine ou tous les jours.***

L'échantillon est particulièrement informé par rapport à la fréquence d'information observée par l'INJEP en 2024, montrant que 70 % des jeunes sont tenuEs informéEs de l'actualité plusieurs fois par semaine voire tous les jours. Si une grande majorité des jeunes s'informe très régulièrement, l'écart observé par rapport à leurs aînéEs (90 % chez les plus de 30 ans) peut se justifier par une actualité anxiogène, retrouvée dans de nombreux témoignages dans cette consultation.

92%

des jeunes s'informent via les réseaux sociaux.

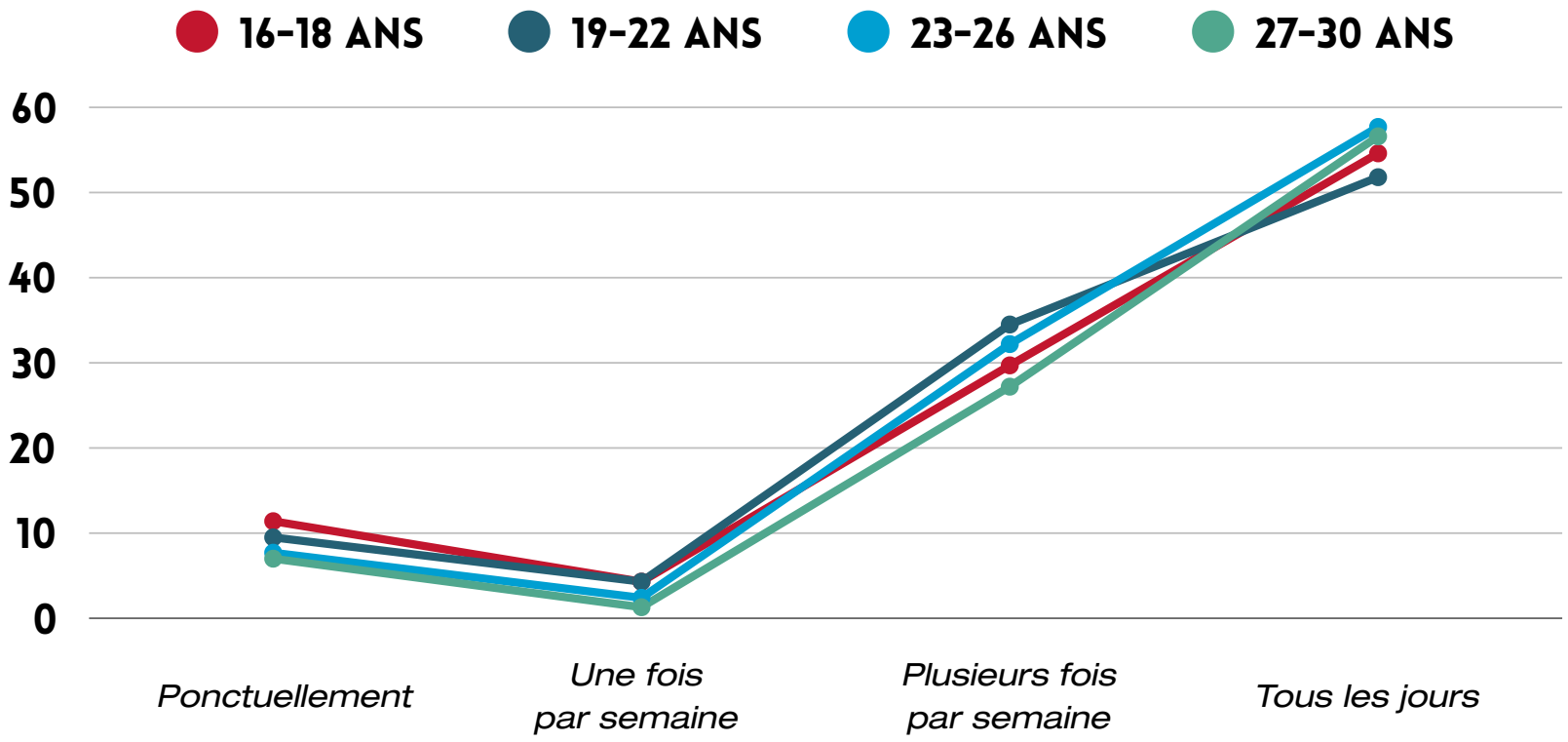
Réseaux sociaux sur lesquels les jeunes s'informent :

1. INSTAGRAM (88%)
2. YOUTUBE (53%)
3. TIKTOK (34%)

DES DIFFICULTÉS D'ACCÈS À L'INFORMATION

Une jeunesse très informée, principalement sur les réseaux sociaux

La fréquence d'information des jeunes de cet échantillon est globalement similaire quelle que soit la tranche d'âge, et ce même chez les 16-18 ans.



Fréquence d'information des jeunes selon la tranche d'âge

DES DIFFICULTÉS D'ACCÈS À L'INFORMATION

Une conscience forte de la place de la désinformation en ligne

SEULEMENT

0,5% ***des jeunes sont convaincuEs que les informations qui circulent en ligne sont vraies.***

74.7 % s'en servent pour s'informer mais doublent leurs sources et font confiance uniquement aux chaines d'information fiables.

24.8 % considèrent que l'information qui y circule n'est pas fiable et sont très méfiantEs de ce qui y circule.

Il est donc primordial d'agir afin de limiter la désinformation en ligne, en améliorant notamment l'éducation morale et civique et l'éducation aux médias et à l'information des jeunes pour développer l'esprit critique, compétence psychosociale essentielle. Ces enseignements peuvent comprendre des sessions d'échanges et de débats, permettant un climat propice à l'apprentissage de la nuance et du désaccord.

90% ***des jeunes considèrent qu'il est essentiel que les informations diffusées par les médias s'appuient sur des données scientifiques.***

DES DIFFICULTÉS D'ACCÈS À L'INFORMATION

Un environnement en ligne dont la polarisation effraie, justifiant le boycott massif de certains réseaux sociaux

Sur les réseaux sociaux, les algorithmes, séries d'instructions informatiques qui permettent d'accomplir une tâche, ont pour objectif de personnaliser l'expérience utilisateur et de maximiser l'engagement. Ces algorithmes soulèvent plusieurs enjeux importants, notamment en ce qui concerne la création de bulles de filtre dans lesquelles sont enferméEs les utilisateurICEs, où iels ne sont exposéEs qu'à des opinions et des informations similaires à celles pour lesquelles iels ont déjà manifesté un intérêt. Cette homogénéisation du contenu peut contribuer à polariser davantage les opinions et renforcer les biais cognitifs.

80% ***des jeunes ont conscience de "l'effet bulle" sur les réseaux sociaux et essaient de le prendre en compte dans leur utilisation des réseaux sociaux.***

Le 13 février 2024, le Conseil d'Etat a demandé à l'Arcom, le régulateur des médias, une surveillance plus poussée du respect du pluralisme à la radio et à la télévision. Une chaîne d'opinion ne respecte pas ce principe de pluralisme, c'est-à-dire qu'elle met l'information au service d'une unique opinion, tandis qu'une chaîne d'information fait intervenir plusieurs personnes aux idées divergentes pour que les téléspectateurICEs puissent se forger leur propre avis.

Il est essentiel que chaque citoyenNE puisse être conscientE de ces enjeux : cela passe nécessairement par une éducation aux médias et à l'information dès le plus jeune âge.

DES DIFFICULTÉS D'ACCÈS À L'INFORMATION

Un environnement en ligne dont la polarisation effraie, justifiant le boycott massif de certains réseaux sociaux

LES ATELIERS DE LA FAGE

Face à l'impact majeur des médias sur la démocratie et la vie politique, alors que la polarisation des idées en ligne contribue à creuser des fossés entre les citoyenNEs, la FAGE a déployé depuis octobre des ateliers auprès de publics étudiants et non étudiants, différents ateliers autour des médias et réseaux sociaux.
Parmi ces ateliers :

- "A qui appartiennent les médias ?" permettant de replacer les médias en fonction de leur propriétaire : les participantEs avaient alors le choix parmi médias publics, médias indépendants, et médias privés dont les médias de Vincent Bolloré.
- "Quelle exposition médiatique des têtes de listes aux élections européennes de 2024 ?" est un jeu mettant en lumière l'impact de la médiatisation sur les résultats des élections, mais aussi l'inégale exposition médiatique selon notamment du genre (les hommes sont davantage exposés que les femmes) et de l'orientation politique (les personnalités d'extrême droite étant davantage exposées que les autres candidatEs).
- Un dé sur les réseaux sociaux permettant de questionner et challenger les pratiques informationnelles sur ces espaces au travers de trois axes : "Information et désinformation sur les réseaux sociaux", "Algorithme et influence des réseaux sociaux", et "Propriétaires des réseaux sociaux".

79% ***des jeunes accordent de l'importance à la personne à qui appartiennent les médias utilisés au quotidien.***

En France, une majorité des médias est concentrée entre les mains d'un faible nombre de milliardaires, et ce phénomène tend à s'accentuer dans les prochaines années. Cette surconcentration des médias a un réel impact sur l'accès à l'information et relève donc d'un enjeu démocratique majeur. Il est nécessaire d'assurer la diversité, le pluralisme et l'indépendance des médias en France. Alors que l'état de droit est remis en cause et fragilisé, il s'agit d'un point de vigilance essentiel.

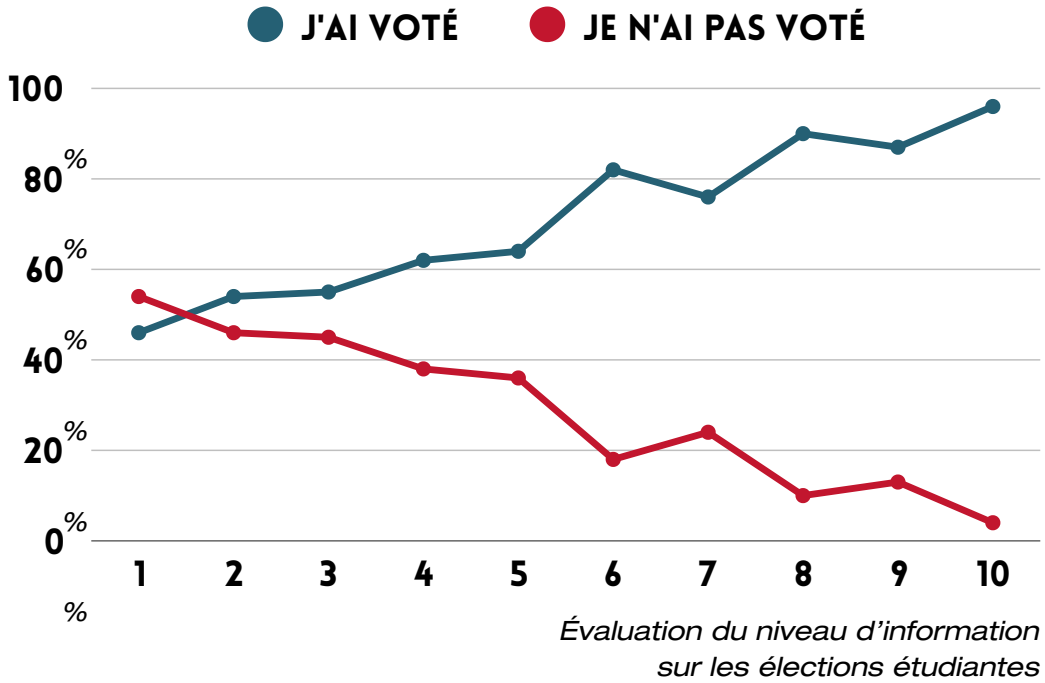
60%

des jeunes boycottent au moins un média ou un réseau social.

Le 20 janvier dernier, jour de l'investiture de Donald Trump à la tête des Etats Unis, la FAGE a fait le choix de quitter X, où la diffusion de contenu haineux et la désinformation priment.

DES DIFFICULTÉS D'ACCÈS À L'INFORMATION

FOCUS : Des élections étudiantes impactées par l'accès à l'information



Taux de participation aux élections étudiantes selon l'information reçue au préalable

D'après la présente consultation, le taux de participation aux élections universitaires augmente lorsque le niveau d'information sur ces processus démocratiques est plus élevé. Alors que les élections étudiantes mobilisent, depuis leur création, moins d'un quart du corps électoral, il est légitime de revendiquer un renforcement de la formation à la citoyenneté étudiante afin de permettre un vote plus massif, mais aussi plus éclairé. En parallèle, face à une participation restant cruellement basse, il est nécessaire de repenser de façon plus systémique le fonctionnement de la démocratie étudiante.

5,2/10

Auto-évaluation du niveau d'information sur les élections étudiantes.

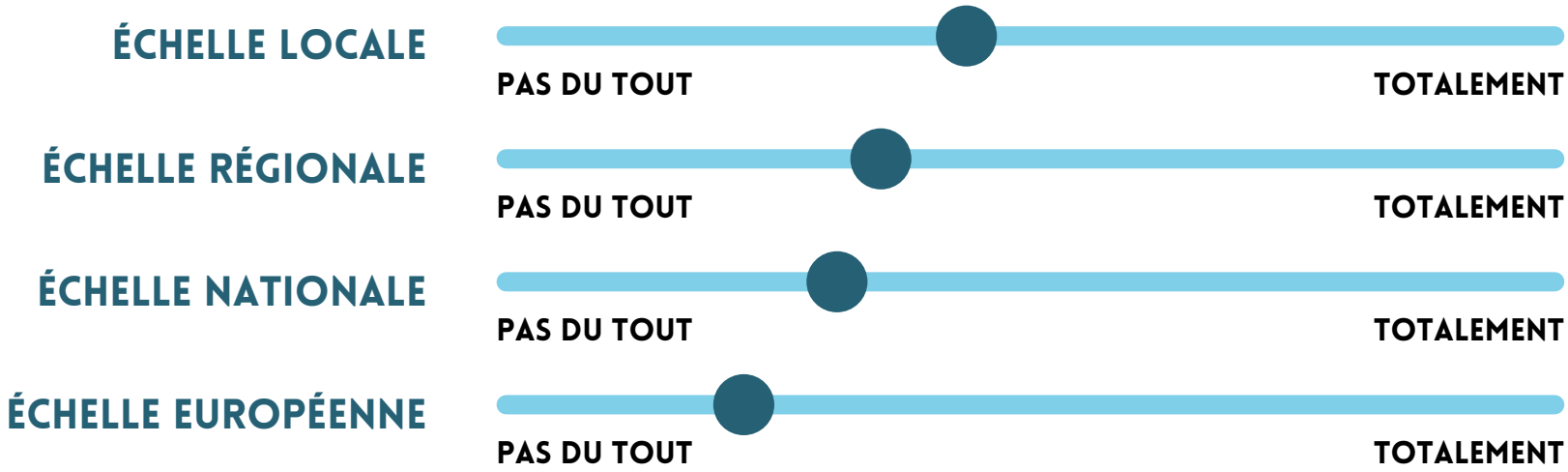
DES INSTITUTIONS ÉLOIGNÉES DES JEUNES

Un pouvoir d'agir des jeunes dépendant de l'échelle

50% ***des jeunes connaissent le ou la députéE de leur circonscription.***

ALORS QUE **82%** ***connaissent le ou la maireSSE de leur ville.***

Les jeunes connaissent mieux les institutions politiques à l'échelle locale, et ressentent la possibilité de plus s'investir au sein des prises de décision qui y sont faites. Ces chiffres appuient la pertinence du choix de l'échelle municipale pour un premier élargissement de l'électorat aux jeunes n'ayant pas le droit de vote, comme les jeunes de plus de 16 ans ou les personnes de nationalité étrangère vivant en France.



Auto-évaluation du sentiment de participation aux prises de décisions

DES INSTITUTIONS ÉLOIGNÉES DES JEUNES

Une abstention inquiétante des jeunes

42% ***des jeunes de 18 à 24 ans n'ont pas voté aux dernières élections présidentielles.***
(Ipsos-Sopra-Steria, 2022)

CONTRE 26% D'ABSTENTION GLOBALE (16 POINTS DE PLUS)

Aux dernières élections présidentielles, 42% des jeunes ne se sont pas renduEs aux urnes, contre 26% d'abstention dans la population. Ce chiffre témoigne de l'éloignement entre les jeunes et les institutions, caractérisé pas un abstentionnisme important.

"En vieillissant, les générations d'abstentionnistes restent en retrait de la participation électorale en raison d'un changement de culture politique inscrit dans le temps long des transformations générationnelles et non dans le temps court des âges de la vie."
Les jeunes et le vote - INJEP, 2024

Pointé comme un effet générationnel plutôt qu'un effet d'âge, cet éloignement pose un problème démocratique dans une optique de renouvellement générationnel futur et affirme la nécessité d'une réforme des moyens de participation démocratique.

Face à ces constats, la FAGE revendique en premier lieu l'ouverture du droit de vote à 16 ans pour l'ensemble des citoyenNEs françaisES, dans la lignée des nombreux autres droits et devoirs acquis à cet âge en France. Ceci permettrait d'augmenter la participation électorale des jeunes, et de contrebalancer le déséquilibre numérique entre les générations.
Cette mesure constituerait une réelle preuve de confiance envers les jeunes, et est pour la FAGE un des pas que le système démocratique doit faire pour renouer les liens avec la jeunesse, parallèlement à une revalorisation et une reconsidération de l'éducation à la citoyenneté des enfants et adolescentEs.

DES INSTITUTIONS ÉLOIGNÉES DES JEUNES

Peu de considération des politiques de jeunesse dans le débat public

3,7/10 ***Satisfaction des jeunes à propos de la place qu'occupent les problématiques des jeunes dans le débat public et de la place des jeunes dans la vie démocratique***

58% ***des jeunes ne se retrouvent dans aucun parti politique.***

Si les jeunes ne participent pas aux différentes élections, ce n'est pas par manque d'engagement ou désintérêt, mais parce que les responsables politiques ne s'adressent pas à elles et eux.

La jeunesse souffre de conditions de vie de plus en plus précaires, une santé mentale dégradée, et peine à se projeter sereinement dans un avenir incertain, où la menace du dérèglement climatique pèse chaque jour un peu plus. Il est ainsi urgent de remettre ces préoccupations au cœur des politiques publiques pour renouer le lien entre les jeunes et le système politique. Dans ce but, la clause d'impact jeunesse, créée en 2016, devait servir à anticiper les conséquences des lois sur les jeunes, pour le présent et l'avenir. Malheureusement, cette clause est insuffisamment utilisée : il faut simplifier son recours, son suivi et sa publicité, et l'étendre afin de la rendre obligatoire pour l'ensemble des collectivités territoriales. Enfin, la FAGE revendique également la matérialisation et la reconnaissance du vote blanc. Loin d'une solution pérenne, cela permettrait aux jeunes d'exprimer le fait qu'iels ne se retrouvent dans aucun programme actuellement proposé et favoriserait leur participation et expression.

DES INSTITUTIONS ÉLOIGNÉES DES JEUNES

La nécessité de revoir en profondeur notre système démocratique

85% ***des jeunes n'estiment pas avoir confiance dans les institutions de la Vème République et en les personnes qui y sont éluEs.***

Causes principales du manque de confiance des jeunes dans les institutions de la Vème République

1. PAS ASSEZ DE PLACE POUR LA DÉMOCRATIE DIRECTE (RÉFÉRENDUM, PÉTITIONS ...) - 66%
2. PROCESSUS DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE TROP RARES OU PEU ÉCOUTÉS - 62%
3. CORPS INTERMÉDIAIRES (SYNDICATS, ASSOCIATIONS ...) NON SUFFISAMMENT ÉCOUTÉS - 58%
4. EXERCICE TROP VERTICAL DU POUVOIR - 53%
5. SIMPLE FONCTION D'APPROBATION DU PARLEMENT - 20%

La crise démocratique actuelle est majeure, et l'écart qui se creuse entre les citoyenNEs, notamment jeunes, et les institutions, n'est pas qu'un effet de classe d'âge. Cet écart est le symptôme d'une démocratie représentative à bout de souffle. Cette crise démocratique inquiète et fait écho aux mots d'Albert Camus : "Faites attention, quand une démocratie est malade, le fascisme vient à son chevet, mais ce n'est pas pour prendre de ses nouvelles.".

Le manque de confiance des jeunes envers les institutions doit alerter. Absence d'écoute des corps intermédiaires, manque de moyens d'expression, peu de considération donnée aux mouvements sociaux, thématiques qui touchent les jeunes trop peu abordées : les jeunes souhaitent s'exprimer, mais ne trouvent pas toujours les moyens de le faire dans le modèle actuel.

Le manque de confiance des jeunes envers les institutions et les personnes qui y sont élues justifie l'urgence d'une révision des modes de participation.

CRÉER UN PARCOURS D'ENGAGEMENT CITOYEN

Une inégale éducation à l'engagement

Chez les jeunes ayant assisté ou participé à des discussions politiques durant l'enfance et l'adolescence, cet apport a été fait par :

1. **PARENTS - 85%**
2. **ÉCOLE / COLLÈGE / LYCÉE - 64%**
3. **MEMBRES DE LA FAMILLE - 54%**
4. **LIVRES, FILMS, SÉRIES ET MÉDIAS - 51%**
5. **FRÈRES ET SOEURS - 31%**
6. **CENTRE SOCIAL, COLONIE, ETC. - 8%**

AU TOTAL,

48%

des jeunes estiment ne PAS avoir assisté ou participé à des discussions politiques durant leur scolarité.

Le cadre familial est celui qui permet le plus d'assister ou de participer à des discussions politiques dans l'enfance ou l'adolescence. Le cadre scolaire a ainsi une importance clé dans l'éducation politique et citoyenne, notamment pour les jeunes de foyers ne permettant pas ce type de discussions, mais n'a joué ce rôle qu'auprès de la moitié des jeunes interrogéEs. Il est ainsi nécessaire de donner les moyens à l'enseignement primaire et secondaire d'assumer cette mission, en déployant un réel Parcours d'Engagement et de Citoyenneté, permettant à chaque jeune de trouver un mode d'engagement et d'expression qui lui correspond.

En conséquence la FAGE demande la suppression de la Journée Défense et Citoyenneté (JDC) et du Service National Universel (SNU) au profit de la mise en place d'un Parcours d'Engagement et de Citoyenneté.

CRÉER UN PARCOURS D'ENGAGEMENT CITOYEN

Une inégale éducation à l'engagement

FOCUS : PARCOURS D'ENGAGEMENT ET DE CITOYENNETÉ

La FAGE revendique la nécessité de penser l'engagement sous forme de parcours dès le plus jeune âge.

1. ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET PROMOTION DE L'ENGAGEMENT

La FAGE demande au sein du parcours scolaire pour chaque jeune :

- *une refonte de l'Education Morale et Civique (EMC) et de l'Education aux Médias et à l'Information (EMI) ;*
- *un renforcement de la mixité scolaire ;*
- *un exercice pratique de la démocratie dès le plus jeune âge.*

Pour que chaque jeune puisse découvrir des domaines d'engagement liés à ses centres d'intérêts et préoccupations, la FAGE revendique la mise en œuvre de 2 demi-journées citoyennes par an de la primaire au lycée.

2. SEMAINE DE LA CITOYENNETÉ

La FAGE voit cette semaine, sur temps scolaire, comme ayant un rôle de pivot entre 16 et 18 ans, permettant à chaque jeune d'être informéE sur ses droits, son rôle de citoyenNE et les diverses possibilités d'engagement.

3. ENGAGEMENT LONG

La FAGE estime que chacunE doit pouvoir, si souhaité, accéder à une forme d'engagement long. Ceci serait facilité notamment via un renforcement du volontariat en service civique, avec la revalorisation des indemnités et l'élargissement de l'accès jusqu'à 30 ans.

CRÉER UN PARCOURS D'ENGAGEMENT CITOYEN

Le tableau d'une jeunesse pleinement engagée

1. AIDE DE PROCHES DANS LE BESOIN (PERSONNE ÂGÉE, PSH...) - 64%
2. SIGNATURE D'UNE PÉTITION - 63%
3. BOYCOTT D'ENTREPRISES OU DE PRODUITS CONTRAIRES À LEURS VALEURS - 56%
4. PARTAGE DE CERTAINS CONTENUS POLITIQUES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX - 47%
5. PARTICIPATION À UN ÉVÉNEMENT CARITATIF - 43%

Principaux modes d'engagement des jeunes sur l'an passé

Les 3 causes auxquelles les jeunes sont les plus sensibles sont :

1. La lutte contre les VSS et les LGBT+phobies (58%)
2. Le combat contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie (46%)
3. L'écologie et l'Environnement (44%)

Les 3 causes pour lesquelles les jeunes s'engagent le plus sont :

1. La lutte contre les VSS et les LGBT+phobies (57%)
2. L'écologie et l'Environnement (50%)
3. Le combat contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie (46%)

Les principales préoccupations et causes d'engagement des jeunes ont une trop faible place dans les politiques publiques, en parallèle d'une absence d'écoute alarmante des mouvements sociaux. Dans ce contexte, l'instauration systématique d'un débat entre les décideurs et les militantEs lors des mobilisations sociales d'ampleur serait particulièrement pertinente. Le gouvernement et certains médias criminalisent d'ailleurs encore aujourd'hui ces mobilisations à travers des expressions dangereuses et infondées pour qualifier les militantEs écologistes, féministes ou anti-racistes. Depuis 2019, le Service National Universel illustre alors l'inadéquation entre les politiques publiques à destination des jeunes et leur préoccupation. La défense armée de la France est loin d'être un enjeu majeur pour nos jeunesses et ce dispositif coûteux n'atteint pas les objectifs initialement fixés. Enfin, la FAGE tient à insister sur le principe de l'engagement comme une démarche choisie et non obligatoire.

CRÉER UN PARCOURS D'ENGAGEMENT CITOYEN

L'engagement étudiant, miroir de l'engagement citoyen

68% ***des jeunes qui ne sont pas engagéEs dans une association sont freinéEs par le manque de temps.***

L'engagement, s'il est essentiel à l'échelle d'une société, est également un levier d'émancipation central pour les jeunes. Ainsi, l'engagement ne doit pas être un privilège réservé aux seuls étudiantEs ayant les ressources et le temps de s'engager. Il est donc essentiel de répondre à la précarité étudiante et lever les divers freins financiers à l'engagement, et de repenser les rythmes universitaires afin que le manque de temps ne soit pas un obstacle.

DROIT À LA CÉSURE

Le droit à la césure permet à chaque étudiantE qui en motive la demande de faire une pause d'un semestre à un an pendant son cycle de licence et/ou de master. La FAGE souhaite aller plus loin, en permettant de faire plusieurs césures au sein du même cycle de formation. La FAGE revendique également le maintien du droit à la bourse pour l'étudiantE en césure et la suppression de frais d'inscription, même réduits, lors de la césure, pour lever tout frein d'accès financier à la césure.

RÉGIME SPÉCIAL D'ÉTUDES

Le Régime Spécial d'Etudes (RSE) permet d'aménager ses études pour pouvoir répondre aux contraintes d'une occupation autre en parallèle des études : il peut s'agir d'un problème de santé, d'un emploi étudiant ou d'un engagement par exemple. Pour démocratiser ce dispositif, la FAGE demande l'ouverture du RSE à tous les diplômes délivrés par des établissements d'enseignement supérieur reconnus par l'État ainsi que tous les diplômes reconnus par l'État, et l'inclusion de tous les différents types d'engagement étudiant ouvrant à l'aménagement des études au sein du régime spécial d'études.

17% des étudiantEs membres du bureau d'une association n'ont pas participé aux dernières élections universitaires, contre 49%, soit 3 fois plus, parmi les étudiantEs qui n'ont jamais fait partie d'une association. **X3**

Il est notable que l'engagement associatif favorise la participation aux scrutins universitaires. En effet, les connaissances et compétences acquises via l'organisation de projets sur les campus permettent aux jeunes engagéEs d'avoir toutes les clés en mains pour une meilleure compréhension des enjeux des élections étudiantes, ce qui éclaircit l'intérêt pour elles et eux de s'exprimer lors de ces élections. Ce phénomène se reflète aussi à l'échelle des élections civiles pour les personnes engagées dans les corps intermédiaires.

CRÉER UN PARCOURS D'ENGAGEMENT CITOYEN

Malgré tout, des freins à l'engagement à lever

95% ***des jeunes trouvent que les associations permettent à chacunE de s'engager pour les causes qui lui tiennent à cœur.***

En plus d'être vecteur de citoyenneté, l'engagement associatif permet aux jeunes de s'investir pour les causes qui leur tiennent à cœur. Néanmoins, entre 2005 et 2020, la part des subventions a baissé de 41 % dans le budget des associations au profit de logiques marchandes, d'après un avis du CESE (Conseil Économique, Social et Environnemental) rendu en mai 2024 sur le financement des associations. La baisse des subventions et la hausse des commandes publiques et des appels à projet poussent les associations vers une "gestionnarisation" qui dénature leur action et contribue à une perte de sens. Ces évolutions fragilisent l'équilibre économique des associations, aggravées par la forte inflation de ces dernières années.

De plus, depuis 2022, les associations sont contraintes de signer un Contrat d'Engagement Républicain (CER) afin de pouvoir solliciter une subvention, demander un agrément étatique ou encore accueillir un volontaire en service civique. Ce contrat ne comporte pas d'obligation réciproque entre les parties : seule l'association s'engage à le respecter. Le Mouvement Associatif s'inquiète quant aux risques induits pour la liberté d'action associative, essentielle à notre démocratie. C'est pourquoi la FAGE s'oppose au Contrat d'Engagement Républicain et demande son abrogation.

Investir dans les associations et leur permettre de mener à bien leurs missions est un enjeu de société majeure, tant pour les personnes qui s'y engagent que pour les bénéficiaires des multiples actions d'intérêt général réalisées par la sphère associative.

cese

MAI 2024 AVIS

Renforcer *le financement des associations* : une urgence démocratique

MARTIN BOBEL ET DOMINIQUE JOSEPH

Il faut imaginer un monde sans associations pour comprendre combien leur apport à l'économie, à la société et à la démocratie est considérable.

Santé, action sociale, culture, éducation, environnement… etc., les associations assurent des pans entiers de services d'intérêt général, non marchands, auprès d'un large public et dans tous les territoires : un véritable ciment sociétal. Dans leur diversité, les associations ont pour point commun de placer l'économie comme moyen au service de la société. Or les logiques concurrentielles européennes et les contraintes pesant sur les finances publiques entravent leurs capacités d'initiative et d'engagement et les poussent vers la marchandisation aux dépens de leur utilité sociale.

Entre 2005 et 2020, la part des subventions a baissé de 41 % dans le budget des associations au profit de logiques marchandes.

La baisse des subventions et la hausse des commandes publiques et des appels à projet poussent les associations vers une « gestionnarisation » qui dénature leur action et contribue à la perte de sens que beaucoup d'associatifs déplorent.

Ces évolutions fragilisent l'équilibre économique des associations aggravées par la forte inflation de 2022 et 2023 qui ont précipité les Restos du cœur ou encore les centres sociaux dans de grandes difficultés.

Au-delà de la question financière, on ne peut envisager de faire société sans le monde associatif, déterminant de notre vie démocratique. Il y a donc urgence à agir.

Le financement des associations doit être renforcé

Le CESE est convaincu de l'urgence et de l'importance de renforcer le financement de la vie associative : les auditions et une large consultation d'associations (plus de 6500) l'y conforte. Il appelle à consolider la confiance entre les citoyens engagés, les pouvoirs publics et le législateur. Le CESE lance donc un appel à une vigilance renforcée de toutes et de tous sur ces enjeux de pérennité du monde associatif.

113 milliards

113 milliards d'euros soit 3 points de PIB, c'est le poids économique du monde associatif

Source : Lionel Prouteau et Viviane Tchernonog, Paysage associatif français - 2023

41 %

41 % de baisse de la part des subventions

Source : Idem

REDONNER ESPOIR À LA JEUNESSE, ENGAGÉE MAIS DÉSENCHANTÉE

84% ***des jeunes ne se considèrent pas optimistes quant à l'avenir de la société.***

Pour les personnes qui ne sont pas optimistes, les principales raisons sont :

1. **LA SITUATION POLITIQUE - 90%**
2. **LA HAINE DE L'AUTRE (HOMOPHOBIE, RACISME, ...) - 81%**
3. **L'URGENCE ÉCOLOGIQUE - 79%**
4. **L'AUGMENTATION DES INÉGALITÉS SOCIALES - 74%**
5. **L'INDIVIDUALISME - 56%**

Face aux multiples crises actuelles, qu'elles soient géopolitiques, économiques et écologiques, la résolution de la crise démocratique est pour la FAGE un impératif. Ce manque d'optimiste est symptomatique des difficultés à s'exprimer et être entenduE. Si les jeunes ne réussissent pas à s'exprimer dans le modèle démocratique actuel, c'est, d'une part, parce que celui-ci n'a pas été construit pour elles et eux, mais pour les générations précédentes ; et d'autre part parce que les politiques ne cherche pas à répondre à leurs préoccupations. Après des décennies de dégradation de la démocratie représentative, repenser la démocratie en adéquation avec les envies et besoins de participation des jeunes est un impératif démocratique, pour construire un avenir plus participatif avec les premierEs concernéEs : les jeunes. Par ailleurs, l'engagement est essentiel pour permettre aux jeunes d'agir sur les causes qui les touchent, à l'échelle individuelle, comme l'anxiété de chacunE face à l'avenir, l'éco-anxiété. À l'échelle collective, l'engagement est un impératif démocratique. À contre-courant des dynamiques politiques actuelles, l'engagement des jeunes doit être soutenu et considéré.

En se basant sur les résultats de cette consultation et le contexte actuel, repenser le système démocratique doit être considéré comme un impératif.

QU'EST-CE QUE LA FAGE ?

La Fédération des Associations Générales Etudiantes - FAGE - est la première organisation étudiante de France. Fondée en 1989, elle assoit son fonctionnement sur la démocratie participative et regroupe près de 2000 associations et syndicats. La FAGE a pour but de garantir l'égalité des chances et de favoriser la réussite dans le système éducatif.

C'est pourquoi elle met en œuvre des projets concrets visant à améliorer les conditions de vie et d'études des jeunes, et déploie des activités dans le champ de la représentation et de la défense des droits. Ses actions de terrain incluent la gestion de services et d'œuvres répondant aux besoins sociaux, faisant de la FAGE une actrice clé de l'innovation sociale.

La FAGE est reconnue organisation représentative étudiante par le Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Indépendante des partis politiques, des syndicats de salariéEs et des mutuelles étudiantes, elle base ses actions sur une démarche militante, humaniste et inclusive. Partie prenante de l'économie sociale et solidaire, elle est par ailleurs agréée Jeunesse et Éducation Populaire par le Ministère chargé de la Jeunesse. À travers ses nombreuses initiatives, la FAGE offre aux jeunes un puissant levier citoyen pour débattre, entreprendre des projets et affirmer leur place dans la société.

CONTACT

Elisa MANGEOLLE

Porte-parole
presse@fage.org

06 75 33 79 30